

Sud Rail Le Lien

Union
syndicale
Solidaires

Journal des Retraités **Sud Rail**

N° 70

Mai 2018

Editorial

JUSQU'A QUAND ?....

« *Quousque tandem abutere, Catilina, patientia nostra ?* » s'écriait en 63 avant J.C. Cicéron, s'adressant au célèbre conjuré romain qui mettait la République en danger, en ces termes : *Jusqu'à quand, Catilina, abuseras-tu de notre patience ?* Transportons-nous en 2018, remplaçons le nom du conjuré romain par celui de l'actuel président de la République, et le tour est joué. A part que jusqu'à présent, c'est celui qui met la patience du peuple à rude épreuve et qui tient le sceptre.

Plus élu par défaut et par rejet du fascisme que pour son programme ultralibéral, il s'est néanmoins empressé de l'appliquer jusqu'à l'outrance, avec un souverain mépris pour celles et ceux qui ne voient pas la société ni le pays au travers de sa vision bancaire, en n'hésitant pas à bafouer les corps intermédiaires. A ce petit jeu cynique, les syndicats ont été bien malmenés. Même les plus « collaborationnistes », ouverts à la négociation jusqu'au reniement, comme la CFDT et l'UNSA, ont provisoirement perdu pied, devant l'intransigeance et le mépris du monarque. A l'heure où sont écrites ces lignes, le conflit de la SNCF est dans l'impasse, mais la grève tient bon, car céder, ce serait accepter la destruction de notre régime social, et d'une certaine conception de la société française. Les enjeux vont donc bien au-delà du statut des cheminots, même si sa disparition programmée est inacceptable et ne résoudrait en rien les problèmes de la dette d'état de la SNCF.

Les citoyens ne s'y sont pas trompés, et, malgré la propagande éhontée de médias serviles jusqu'à la nausée, les mouvements sociaux surgissent dans d'autres secteurs. Mieux, un mouvement citoyen, tel qu'instillé par l'initiative de François Ruffin le 5 mai dernier, et qui fut un éclatant succès, prouve que, passé une année d'attente et d'observation, plus personne n'est dupe de la mentalité et des schémas

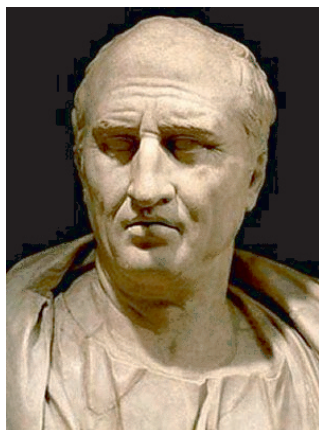
mentaux d'Emmanuel 1er (ou Napoléon IV ?), quasi-empereur des Français, qui, non seulement gère notre pays comme une « start-up » (quel horrible mot !) mais abîme des pans entiers de notre démocratie, de notre pacte social, de notre laïcité. Cadeaux aux riches, comme le dernier en date, la suppression de l'« exit-tax », instaurée pourtant par Sarkozy, qui reste loin du gauchisme, et qui taxait un petit peu ceux qui préféreraient fuir le pays au niveau fiscal en délocalisant à outrance.

Mépris de l'opposition, du parlement s'il n'est pas aux ordres, acharnement contre les retraités, tentative de destruction du modèle social de la SNCF, allégeance à peine voilée (pas de jeu de mots !) aux religions, le dossier commence à devenir lourd et la coupe est pleine et ne demande qu'à déborder.

Il est donc temps que nous prenions notre destin en main si nous ne voulons pas voir détruit méthodiquement

ce qui reste des acquis sociaux du conseil national de la Résistance ; Et nous ne méprenons pas : le prince-président a certes été élu démocratiquement, mais la démocratie, ce n'est pas : je mets un bulletin, dans l'urne tous les cinq ans et ensuite je ferme ma gueule et je baisse la tête ! Devant les attaques sans précédent contre les moins aisés de nos concitoyens, devant le mépris affiché constamment envers celles et ceux qui n'ont pas réussi à devenir millionnaires, devant les dérives autoritaires qui doivent inquiéter ceux attachés à une démocratie vivante et respectueuse de tous les avis, il est temps de dire : ça suffit ! Notre « patientia » atteint ses limites. Dans les entreprises, dans la rue, continuons à nous battre et à nous opposer au triste sire qui veut nous mettre à genoux !

Catilina





2 Le lien du retraité

La vie de la liaison

Lors de sa réunion du 2 mai 2018, le Bureau de la Liaison Nationale des Retraité-e-s a décidé d'annuler la session décentralisée qui devait se tenir à Unieux (42) du 28 mai au 1^{er} juin 2018.

Nous espérons toutefois que cela ne sera qu'un report soit en automne, soit en 2019. Nous contactons à ce sujet les sections de retraités des syndicats de Lyon et Saint-Etienne qui étaient à l'origine du projet. Nous nous adressons également au centre de séjour du Hameau des Echandes à Unieux qui devait nous accueillir, afin de connaître les modalités d'annulation. Bien entendu toutes celles et ceux qui avaient déjà réservé seront contactés individuellement pour les modalités de remboursement.

La raison de cette décision ne vous aura pas échappé, elle est directement liée au contexte social. D'ailleurs nous avons prévu cette possibilité d'annulation sur le courrier de lancement de la session. Le gouvernement a désigné les cheminots comme responsables de tous les maux de l'entreprise SNCF, et les livrent en pâture à l'opinion publique. Leur statut serait la cause de cet endettement. De telles méthodes ont déjà marqué de sombres époques de notre passé. Comment ne pas rentrer en résistance aujourd'hui ? Comment ne pas être

solidaires de la lutte que mènent nos actifs ? Ils ont besoin de tout notre soutien physique (permanence dans les syndicats, AG, manifestations et rassemblements, organisation des repas, simple visite de soutien...) mais aussi soutien financier et moral. Nous savons que la lutte sera longue et que ce combat concerne tous les citoyens car l'acharnement de nos gouvernants ne vise pas seulement l'entreprise ferroviaire nationale dont ils se foutent éperdument, mais surtout à briser un des derniers bastions de résistance. Ils veulent le champ libre pour mettre en place par la suite leur cortège de casse sociale et d'asservissement des populations. Ne soyons pas dupes et ne cédon pas aux propos séditieux de ceux qui nous gouvernent et qui sont à la botte des financiers. Ils veulent nous faire accepter l'idée que les cheminots sont des privilégiés, l'idée que tout service public est néfaste à la bonne marche de l'Etat. Ils veulent nous endormir avec nos écrans de téléphone et d'ordinateur ou encore avec leur télévision débile. Prouvons-leur que dans ce pays il y a encore des gens qui réfléchissent et qui feront entrave à ce rouleau compresseur qu'est le système capitaliste et qui sème sur son chemin misère et précarité tout en créant de vertigineuses fortunes. A force de mettre à l'écart des populations entières cette Société paiera tôt ou tard ses crimes. Nous ne pouvons pas les laisser faire. Aussi la Liaison Nationale des Retraité-e-s SUD-Rail vous appelle à vous mobiliser, chacun à sa mesure, certes, mais ne restons pas indifférents. Prenez contact avec vos syndicats respectifs ou celui auprès duquel vous résidez. Même à notre âge, il y a sûrement mille manières d'aider nos actifs en lutte et de leur exprimer notre solidarité. Ils en ont besoin et leur combat est le nôtre.... Jusqu'à la victoire ! Ne nous résignons pas...

Facilités de circulation

L'Agence Paye et Famille SNCF (qui gère nos facilités de circulation) communique :

« Votre Pass Carmillon affiche au recto une date d'expiration ? Surtout ne changez rien ! Même au-delà de cette date il restera actif et continuera à vous accompagner dans vos déplacements dans les trains et dans les locaux de l'entreprise. Grâce à des évolutions informatiques la date initialement intégrée dans votre Pass ne sera pas bloquante pour les matériels d'accès, de vente et de contrôle. Seule une mise à jour, à



compter de la rentrée 2018 sur les Automates Rapides Transilien

(ART), vous sera nécessaire pour emprunter le réseau transilien. »

En clair, avant il n'y avait pas de date de validité, donc pas de contrainte et ça marchait bien, aujourd'hui il y en a une qui ne sert à rien pour le moment... mais il faudra quand même penser à réactiver le Pass au-delà de cette date. Un flicage de plus...

Dans nos sections

Avis de décès

Les retraités du syndicat de Montpellier nous ont fait part du décès de leur ami et collègue retraité, Daniel ESCORIHUELA. Il nous a quittés le 21 avril dernier, il avait 61 ans.

Les retraités du syndicat de Paris Sud-Est nous apprennent aussi le décès de Joël LIETARD survenu le 8 mai dernier. Il avait 69 ans.

La Liaison Nationale des Retraité-e-s présente aux familles, proches et amis ses plus sincères condoléances.

Rédaction

Jean Boileau
Charles Bouhanna
Daniel Boule
Eric Decamps
Gilles Le Loupp
Eric Marchiando
J. François Rodier
Yves Roussel
Michel Valadier
Alain Vialette



La réforme ferroviaire ne doit pas passer !

Cet article a été écrit le 16/05/2018 et ne tient pas compte des événements qui ont eu lieu après.

On le sentait venir. Après les réformes qui nous avaient été imposées en 2014 et 2016, le gouvernement allait s'en prendre au monde ferroviaire. Les restructurations permanentes qui ont eu lieu depuis des années, nous cheminots actifs et retraités voyions bien que ce Service Public auquel nous sommes attachés risquait d'être changé. Le fait que l'on ne pouvait pas en tirer directement des profits était insupportable pour le nouveau pouvoir arrivé au printemps 2017.

Rapport Spinetta

Quoi de plus facile pour convaincre l'opinion publique que de convoquer un de ces serviteurs zélé du Capital qui a œuvré dans le démantèlement d'entreprises publiques pour lui demander un rapport où les buts recherchés sont fournis avec la commande. Pour nous, ce rapport était écrit à l'avance et son seul but était de dire au gouvernement ce qu'il avait prévu de faire. Une subtilité qui ne peut tromper que ceux qui croient ce que nous disent les gouvernants. Et nous n'avons pas été déçus.

- Ouverture à la concurrence en commençant par les secteurs les plus rentables
 - Fin du statut des cheminots à l'embauche
 - Transfert des cheminots vers les nouvelles entreprises concessionnaires
 - Fermeture de 9000 Km de lignes jugées non rentables.
- Le rapport dévoilé, le 1er Ministre annonce qu'il ne prendra pas tout.



Faut bien montrer au peuple que l'on joue le jeu démocratique. Aussitôt les syndicats dénoncent l'attaque et annoncent qu'ils s'y opposeront par tous les moyens. En réponse, le 1^{er} ministre informe que la procédure parlementaire va être réduite et qu'il va passer par les « ordonnances » car il faut gagner du temps, il y aurait urgence. Les medias rendent compte de ces événements mais oublient de poser la question : les trains privatisés, les cheminots sans statut vont-ils faire que les trains vont arriver à l'heure ? TV, radios, journaux sont aux ordres de Macron comme ils l'ont été

lors de la Présidentielle approuvant des 2 mains et dénonçant une nouvelle fois les privilèges des cheminots. Tellement privilégiés ces cheminots que la SNCF n'arrive pas à recruter assez de conducteurs si grassement payés.

La riposte a du mal à se mettre en place.

Après de nombreuses réunions, les 3 directions syndicales représentatives, CGT,UNSA, CFDT publient la méthode de lutte qu'ils ont choisie : 2 jours de grève suivis de 3 jours de travail et ceci jusqu'au 30 juin. L'argumentation étant que cela va gêner davantage la direction par la désorganisation permanente du trafic et permettra d'être plus économique pour les grévistes et ainsi de tenir plus longtemps. La fédération SUD Rail quant à elle demande



Slogans entendus dans les manifs parisiennes :

DE L'ARGENT IL Y EN A DANS LES CAISSES DU PATRONAT
DE L'ARGENT ON LE PRENDRA DANS LES CAISSES DU PATRONAT
DU FRIC POUR LE CHEMIN DE FER PAS POUR LES ACTIONNAIRES
ET VIVE LE CHEMIN DE FER À BAS LES ACTIONNAIRES
ETUDIANTS CHEMINOTS, MÊME MACRON, MÊME COMBAT
LA RUE ELLE EST À QUI ? ELLE EST À NOUS
LES GARES ELLES SONT À QUI ? ELLES SONT À NOUS.

4 Le lien du retraité



à ce que la grève se fasse en continu et décidée quotidiennement par les Assemblées Générales.

Le 22 mars est la 1^{ère} journée de mobilisation très suivie avec des chiffres de grévistes sans précédent et une manifestation de cheminots monstre à Paris. C'est le 3 avril que commence la grève en pointillé décidée par les 3 OS, Sud-Rail continuant de prôner la grève reconductible. Ce premier épisode est très suivi avec des pourcentages de 85 % chez les ADC ou les ACT, et jusqu'à 60 % dans les autres services. Mais au bout de 2 jours, on retourne au boulot. Dans les AG où le nombre de présents est loin de correspondre au nombre de grévistes, nulle part la reconductibilité mise au vote n'obtient la majorité. Même si ici ou là des grévistes restent en grève, parfois même des secteurs entiers grâce au préavis SUD-Rail.

Des modalités qui ne servent pas la mobilisation.

Une grève vivante comme nous en avons connu, c'est celle qui fait participer le plus grand nombre de grévistes dans les AG, qui discutent du mouvement et de ses modalités, décident des actions à faire, organisent les piquets de grève, les participations aux manifs et programment les rencontres avec d'autres secteurs ou la population, fabriquent des banderoles etc. Avec les modalités prévues, bien des cheminots grévistes ne voient pas la nécessité de venir aux AG pour discuter de la grève puisque le plus important : la poursuite ou pas du mouvement est déjà décidée par la direction des OS. En ne favorisant pas ces rencontres que sont les AG, cela ne permet pas les discussions, les débats qui sont le ferment de la grève et qui à eux seuls font grandir la force que nous représentons lorsque nous sommes en lutte.

C'est une des grandes différences entre les modalités posées par les 3 OS et SUD-Rail. Certaines équipes SUD-Rail ont accepté l'argument « on économise pour durer ». Mais la démocratie vécue par des AG vivantes où chacun peut s'exprimer à sa guise n'est-elle pas supérieure à

**BERNARD ARNAULT A GAGNÉ EN 2017
2,8 MILLIONS D'EUROS PAR HEURE...**





la démocratie des organisations qui débattent en vase clos et décident à notre place ce qui est bon pour notre lutte ?

L'exemple de 1995 ne se voit pas.

La grève de 1995 contre le « plan Juppé » sur les régimes de retraite des fonctionnaires et le contrat de plan de la SNCF permit aux cheminots d'être le fer de lance de la lutte et d'être rejoints par d'autres Services Publics et surtout soutenus par une opinion publique qui subissait une politique de régression sociale. C'était une grève partiellement par procuration. Les immenses manifs et le blocage ferroviaire ont fait plier Juppé.

La convergence des luttes prônée par SUD-Rail ne démarre pas.

En ce printemps 2018, bien d'autres corporations sont attaquées par le gouvernement : Étudiants et futur étudiants par le nouveau système d'entrée à l'Université et certains participeront aux côtés des cheminots à des manifs tant à Paris qu'en Province. Enseignants qui voient des restructurations et des fermetures de classes. La Poste avec la privatisation rampante et la répression avec le licenciement de Joël Quirante de SUD-PTT 92. Et une lutte offensive chez Air France pour des augmentations de salaires de 6 %. Ces luttes, même si elles concer-

nent les autres Services Publics n'ont pas trouvé des raisons assez fortes pour se regrouper. Mais était-ce la volonté des Directions Syndicales ? Notre Union Syndicale Solidaires a-t-elle eu assez d'audience pour pousser dans ce sens, seul moyen d'être assez forts pour gagner ?

Que va devenir le mouvement ?

Une question qui n'a peut-être pas été posée avec assez de force. Pourquoi tout n'a pas été fait pour gagner l'opinion publique. Cela aurait permis de l'éloigner du gouvernement et de la ranger à nos côtés. Nous n'en savons rien, mais une des possibilités de faire plier le gouvernement.

Le référendum n'est-il pas un problème ?

Dans la lutte, ce sont ceux qui se battent qui décident de leur lutte. Lorsqu'on passe à un vote sur accepter ou refuser la réforme, la lutte passe au second plan. Ce n'est plus les plus combattifs qui donnent le ton. Ceux qui se battent et ceux qui



Deux cheminots, un actif et un retraité, à la rencontre de la population sur le marché de Villejuif (94) le dimanche matin pour expliquer les raisons de la grève.

sont dans l'expectative se trouvent sur un pied d'égalité.

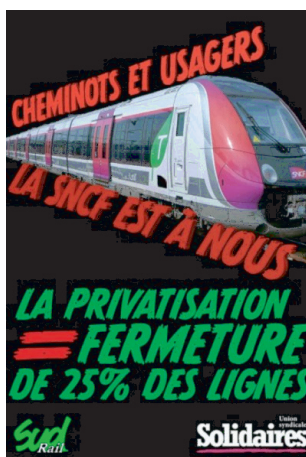
Lors du référendum, la Société pousse à ce que ce soit les plus timorés qui donnent le ton. Car si ce sont les grévistes c'est la contestation des positions du Pouvoir. Dans les AG, ce sont les grévistes qui décident, pas ceux qui travaillent car la lutte appartient à ceux qui la font. Alors deux alternatives vont se poser : - Le référendum donne une majorité de «NON». Le gouvernement peut dire : votre référendum n'a pas de valeur, car moi je suis élu du peuple et c'est l'ensemble du peuple qui est concerné.

- Le référendum donne une majorité qui dit «OUI». Alors, nous devrions accepter cette décision sans pouvoir dire on continue la lutte ?

Ce référendum n'aide pas ceux qui refusent la réforme et qui se battent.

Dans tous les cas c'est leur combativité qui décidera.

Celui qui combat peut perdre mais celui qui ne combat pas a déjà perdu. B. Brecht





6 Le lien du retraité

1968 UNE HISTOIRE DE FRANCE ET DU MONDE

A l'heure où sur l'Europe, du nord au sud, de l'est à l'ouest, se répand l'odeur nauséabonde des années 30 avec du populisme, du rejet de l'autre qu'il soit pauvre ou immigré, du nationalisme, du racisme, il n'est pas anodin de se pencher sur notre histoire en France, en Europe et sur les autres continents. Ça peut toujours nous éclairer sur notre présent pour comprendre que rien n'est inéluctable, et qu'il n'est de défaite qu'après des combats non menés. L'année 1968 a été une année charnière dans l'universalité des luttes populaires. Il ne s'agit pas de verser dans la nostalgie ; se remémorer, c'est aussi marquer du respect pour toutes celles et ceux qui se sont battus pour s'émanciper et aussi changer le monde.

Quand on évoque 1968 en France, on pense tout naturellement aux grèves de mai-juin ; c'est bien logique puisque nombre d'entre nous y ont participé directement, ou ont suivi plus ou moins pour les plus jeunes.

En mars 1968, Pierre Viansson-Ponté titrait son éditorial du journal *Le Monde* : « la France s'ennuie ». Deux mois plus tard, cet ennui fit place à la grève générale de 10 millions de salariés avec occupation des lieux de travail, comme en 1936. Il y eut trois à quatre semaines de blocage dans tous les secteurs économiques, l'Education Nationale, la culture, l'information (souvenons-nous qu'il existait un ministère de l'information !), période durant laquelle la classe ouvrière élaborait ses cahiers revendicatifs, validait ou refusait en assemblées générales les propositions issues des discussions de Grenelle entre organisations syndicales, patronat et gouvernement

Pompidou. C'est la dernière fois en France que s'est développé un mouvement de grève générale interprofessionnelle. Ce rapport de forces face aux capitalistes réactionnaires avec leur courroie gouvernementale, a arraché une augmentation de 35% du SMIG (Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti), l'augmentation de 10% des salaires pour le privé, une RTT de 2 heures pour ceux dépassant les 48 heures hebdomadaires, une 4^{ème} semaine de congés payés et la mise en place de délégués syndicaux dans les entreprises. Même si De Gaulle et le gouvernement reprennent le contrôle du pays, si les conflits s'estompent, si la droite est ultra-majoritaire aux élections législatives anticipées de fin juin, Mai 68 a ouvert des possibilités d'autres formes de lutte. Les travailleurs veulent



Un des symboles de Mai 68

Produit par l'atelier des Beaux-Arts de Paris qui va être occupé pendant toute la durée de la grève et qui alimentera en affiches et en slogans les murs de la capitale. Une exposition vient d'y avoir lieu ce printemps.

s'emparer directement de leur devenir, fixer les axes de lutte, les modes d'action, décider ensemble avec l'appui des syndicats qui s'occupent de négocier avec leurs propositions, de rendre compte aux AG, et enfin gérer la logistique.

Les luttes des années suivantes sont la concrétisation de ce printemps d'actions victorieuses : le Joint Français à St Brieuc au printemps 72, LIP à Besançon durant toute l'année suivante, le Larzac de 73 à 81, les OS de l'automobile de la région parisienne en 72, les immigrés des cités ouvrières et de la SONA-COTRA (marchands de sommeil), les comités de soldats, de locataires... L'écologie n'est pas encore une préoccupation importante. Les « événements » comme se complaisent à ironiser la droite et le patronat, et ce jusqu'en 2007 avec Sarkozy, ont été précédés par une révolte de la jeunesse étudiante à Nanterre, qui aspirait à changer le vieux monde, et à être pris en considération dans ce monde sclérosé, pour imposer les évolutions nécessaires et incontournables. Cette jeunesse, issue majoritairement de milieux favorisés, bénéficiait des progrès du niveau de vie de ce qu'on appelle les « Trente Glorieuses ». Mais elle n'est pas la seule en Europe et dans le monde à se faire entendre. A Berlin, Rome, dans les campus aux Etats-Unis, au Mexique, au Japon, on assiste aux mêmes révoltes avec les mêmes volontés de changer, de respirer. Ainsi nous devons relire 68 bien au-delà de nos frontières de grand village gaulois.

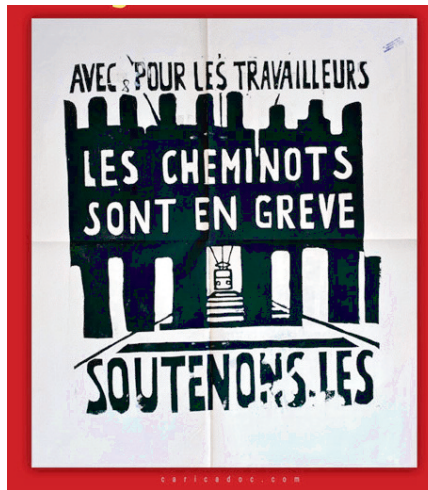
C'est ce que nous ferons dans le prochain numéro du Lien...

COMMENT PEPY A TUE LE TRAIN...

Ah qu'il est loin le temps où prendre le train était un vrai plaisir ! Rappelez-vous, c'est une époque que les moins de cinquante ans ne peuvent pas connaître. La SNCF restait encore fidèle à son slogan de 1938 : « un service public au service du public » Elle offrait aux citoyens un service de qualité, sur un réseau bien entretenu et desservant les moindres recoins de l'hexagone. Confort, exactitude, sécurité, ce n'était pas un slogan creux, mais une réponse concrète et fiable aux inconvénients des lignes aériennes. Inconfort notoire, absence complète de services à bord (à moins de payer le prix fort), délais d'embarquement allongés par les contrôles tatillons dûs aux attentats, détournements et retards aux moindres aléas climatiques, l'aviation n'avait pour elle, au niveau national du moins, que la rapidité, et encore celle-ci était déjà mise à mal par l'extension du réseau TGV.

Grâce au règne sans partage du nuisible Pépy, et sa pépinière d'idées néfastes, emprunter un train est devenu de nos jours aussi contraignant et pénible que de subir la coercition d'un vol moyen-courrier. Acheter un billet, réserver une place, c'est déjà le parcours du combattant : jungle tarifaire inique, horaires aléatoires et d'une complexité excessive, serveur informatique déficient et difficile d'utilisation, notamment pour les personnes âgées, offre notoirement insuffisante les jours de pointe, bon courage pour obtenir le précieux sésame qui vous autorisera à poser votre postérieur sur un siège fatigué. Les trains supplémentaires ont été systématiquement réduits à la portion congrue, et désormais, faute d'anticiper suffisamment son voyage, le risque est fort de rester à quai faute de place. Et pour les plus chanceux, le parcours du combattant ne fait que commencer. Finie l'époque bénie où, apanage du transport ferroviaire, il suffisait de se pointer au dernier moment, désormais, grâce à « l'accueil-embarquement » les files

d'attente et les bousculades se multiplient dans toutes les grandes gares, ralentissant d'autant l'installation rapide et aisée des voyageurs. Les nouvelles barrières automatiques, censées empêcher la fraude, n'ont d'autre but que de réduire le personnel de contrôle à bord, quitte à rendre l'accès au train digne du sas de contrôle des visites de prison. Ce système quasi-carcéral est honteux, alors que chez nos voisins suisses, allemands ou italiens, l'accès au train reste libre, pratique, aisé, ce qui n'empêche nullement la vérification des titres de transports en route. Les jours d'affluence, deux solutions : les naïfs qui arrivent au dernier moment peuvent se voir refuser l'accès au train qui pourra alors partir à l'heure. Si par chance le personnel mal formé, sous payé, sans statut, qui est dévolu à cette basse besogne laisse le flot des im-



pétrants au voyage accéder au saint-Graal, c'est un retard au départ assuré. Bref, à cause de l'obsession névrotique du PDG et de ses sbires de transformer les gares en aéroports, avec les mêmes inconvénients, l'expression usuelle « prendre » le train trouve une nouvelle acception, du même sens que « prendre d'assaut un château fort » ;

Ouf, toutes ces embûches passées, vous êtes enfin installés face à un trumeau vous empêchant de voir le paysage. Vos valises dûment étiquetées sont perdues de vue, enfouies sous le fatras de leurs semblables, dans un espace exigu et inadapté. Car s'en est fini des voitures confortables aux larges vitres accordées aux sièges, des espaces-fourgons pour les bagages volumineux ; Place au transport de troupes, en entassant, particulièrement en classe inférieure, les malheureux passagers, qui doivent contribuer, en se serrant les coudes et les genoux, à la rentabilité de places chèrement payées et chichement mesurées. Et comme si cela ne suffisait pas à rendre pénible un déplacement autrefois source de plaisir et de découverte, voici les annonces des nouveaux communicants que sont devenus à leur corps défendant les contrôleurs et les employés du bar, pardon : les chefs de bord et les barristas, soyons branchouilles ! Et c'est parti sur l'étiquetage des bagages, la température extérieure, le prix du croissant, sans oublier le strict respect à l'arrivée de la dure loi de la gravitation universelle, laquelle, si l'on ne suit pas scrupuleusement les consignes de sécurité ânonnées jusqu'au ridicule, va inmanquablement faire chuter le voyageur imprudent entre le marchepied et le quai. Et malheur, mais aussi chapeau, au génie qui arrivera, malgré le verrouillage des portes, à fouler le marchepied (ou sa cheville) en sautant avant l'arrêt complet du train.

Bref, de l'initialisation du voyage jusqu'à l'arrivée, la conception du chemin de fer du sinistre Pépy nous saoule, nous fatigue, et nous emmerde. Il est temps que ce saboteur dégage !

La publicité ne rend plus beau ou plus fort que l'âne qui y croit.

**Les oiseaux meurent mais
Guillaume pépie.**



8 Le lien du retraité

Burkina Faso, situation économique, sociale et sécurité des populations !

Classes de Kouaré, De l'eau pour la vie ! Inauguration des classes.

Héritage de la colonisation, le statut des personnels des entreprises publiques burkinabè était calqué sur les statuts français. De 1960 à 1989, les personnels de la RAN (Régie des chemins de fer Abidjan-Niger) bénéficiaient de contreparties liées aux contraintes de leurs métiers (travail en horaire décalé, de nuit, les dimanches et fêtes, astreintes, pénibilité...). Cette entreprise a été scindée en deux en 1990, une entreprise ivoirienne et une burkinabè, c'est le commencement de la fin ! En 1995, les deux états attribuent la concession à SITARAIL (Société Internationale du Transport Africain par Rail) appartenant au groupe Bolloré. Autant vous dire tout de suite, c'est un désastre pour le trafic de voyageurs, pour l'état de l'infrastructure et pour le personnel ! Cet exemple peut être généralisé à tous les pays du monde qui ont donné au privé les rênes d'entreprises dédiées au service public. Evidemment les autres entreprises publiques ont suivi le même chemin (la téléphonie, l'eau, l'électricité...).

Au delà de la situation sociale des populations de ces continents, on peut aussi faire le parallèle avec la sécurité, les attentats. ? Attentats dans des pays riches mais aussi au Burkina, au Mali, en Côte d'Ivoire,

au Cameroun... A priori, rien de commun et pourtant, on feint d'oublier que notre politique internationale, notre comportement envers les populations de ces pays où les richesses du sous-sol sont des enjeux stratégiques, notre interventionnisme militaire et notre comportement de néo-colonisateur, donneur de leçon, favorisent ce terreau du terrorisme. Evidemment, ce n'est pas la seule raison mais avez-vous

route Abidjan-Ouagadougou, payante bien entendu, réservée aux plus riches et aux entreprises étrangères transporteurs de fret pour le port d'Abidjan. Autre exemple, l'équipement en TNT, payant aussi pour ceux qui ont d'anciens téléviseurs, la grande majorité ! Est-ce l'urgence ! Non simplement un créneau pour une entreprise qui va se faire du beurre sur le dos du peuple!



déjà entendu les gouvernants, les médias et même leurs éternels experts en parler !

Dans ces sociétés où tout foute le camp pour les plus pauvres et les plus fragiles, certains toujours les mêmes, se remplissent les poches. ! Il suffit de voir au Burkina Faso, le développement des banques et des entreprises françaises. Un exemple pour illustrer ces affirmations : dans un pays où les populations n'ont pas accès à l'eau, à la santé, à l'éducation, où les infrastructures routières sont en très mauvais état, eh bien un des axes prioritaires de progrès retenus est la construction de l'auto-

L'école de Kouaré :

Après ce constat, pas très réjouissant de nos sociétés, soyons plus optimistes et il est temps d'évoquer l'aboutissement de notre projet lancé en 2011. Dans les mois qui viennent la 3^{ème} classe sera construite et si tout va bien, la prochaine rentrée scolaire dans cette école se fera pour tous les élèves dans une structure en dur, à l'abri de la pluie et de l'harmattan.

Nous aurons à notre niveau, contribué à favoriser l'accès à l'éducation dans ce village.

La question se posait donc de savoir si cette réalisation clôturait notre ac-



tion de solidarité, si nous estimions nécessaire de continuer dans ce domaine ou si nous pensions à un autre projet ! A chaque voyage, nous constatons la souffrance des femmes dans les secteurs les plus retirés de ce village et leur difficulté journalière à effectuer ce que l'on appelle à juste titre : La corvée d'eau. Trois, quatre fois par jour, à partir de 4 heures du matin, le même trajet de 4 à 5 kilomètres avec l'âne tirant une remorque équipée d'un bidon de 250 litres, c'est la vie au quotidien de ces femmes qui doivent après cette corvée, aider dans les champs à la plantation, au désherbage et aux récoltes puis le soir préparer le repas et s'occuper des enfants.

L'eau, c'est la vie et sans ce précieux trésor, rien n'est possible !

C'est pourquoi, après les classes, nous avons retenu un projet de forage et d'installation de pompes manuelles dans des zones éloignées de tout point d'eau, dans le même vil-

lage pour garder la relation que nous avons déjà avec la population. Le principe est le même : Dons individuels et des syndicats qui le souhaitent, vente d'artisanat et pour ce nouveau projet, demande de participation de la Fédération SUD-Rail, voire de Solidaires, pour la réalisation de plusieurs forages en une seule fois car le coût du déplacement de la logistique pour ces travaux représente une part non négligeable. Le prix d'un forage sur la base de 4 à 5 forages réalisés varie selon l'entreprise de 7000 € à 9000 €. Le nombre de forages, le calendrier dépendront du nombre de financeurs !

Tous ces points seront abordés dans une période où la situation sociale sera plus calme.

Inauguration finale des 3 classes de Kouaré :

Pour clôturer notre action de solidarité, nous envisageons, comme pour les 2 premières classes, un voyage d'inauguration et de découverte du

village de Kouaré et du Burkina. Dès aujourd'hui, nous devons avoir un ordre d'idées du nombre de personnes (15 maxi) et commencer à réfléchir à l'organisation. Le voyage se ferait fin Janvier, début Février 2019 sur une petite quinzaine de jours. Tous les frais relatifs à ce déplacement seront à la charge du voyageur (billet d'avion, assurance, vaccins, visa et nourriture ...). Les pré-inscriptions peuvent s'effectuer dès réception du journal. Une réunion d'information sera organisée début septembre pour définir les dates, les réservations, les formalités (visas, vaccins, antipaludéen). Contact pour les inscriptions et renseignements : Gilles LE LOUPP : giloupinel@hotmail.com
Tél 0683200325.

Alors, Solidarité avec la lutte des cheminots et avec les populations qui souffrent!



Début mars 2018 le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a annulé pour des raisons environnementales la création de la ZAC du projet Europacity, le complexe de commerces, loisirs et de cinémas à Gonesse porté par Auchan et le conglomérat chinois Wanda. Ce serait 280 hectares des meilleures terres agricoles d'Ile de France qui seraient bétonnées. Le gouvernement vient de faire appel de ce jugement car pour eux, les terres, cela ne doit servir qu'à faire du fric dans la logique du capitalisme qui guide toutes ses actions. La production agricole on ira la chercher ailleurs ! Une association se bat contre ce projet, soutenons-la et rejoignons son combat. Est-ce une nouvelle ZAD que veulent Macron et ses sbires ?

Nos ennemis peuvent couper toutes les fleurs, mais jamais ils ne seront les maîtres du printemps !

Jean Ziegler Ecrivain et militant tiers-mondiste suisse.

Une nouvelle catastrophe en préparation

Alors, où aura lieu le prochain Fukushima ? Quels sont vos paris ? Parce qu'il aura forcément lieu, avec toutes ces centrales vieillissantes qu'il y a un peu partout dans le monde, ce n'est qu'une question de temps. Les pays de l'ex-URSS sont de bons candidats, il reste toujours des réacteurs du type Tchernobyl en activité. La France est aussi une bonne candidate, 50 réacteurs bientôt en fin de vie et qui tombent déjà plus ou moins en ruine aujourd'hui, imaginez leur état si nos responsables irresponsables les prolongent de 20 ans...

Vous pensez que vous pensez vos pensées, mais non, vous pensez ce que la Société pense.

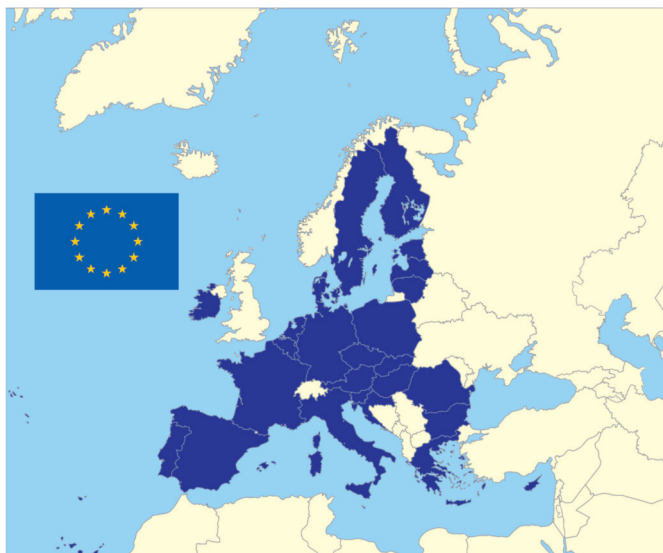
Juddi Krishnamurti penseur indien.

10 Le lien du retraité

QUELLE DEMOCRATIE EN EUROPE ?

C'est la question que nous pourrions nous poser lorsque nous voyons le premier Ministre hongrois réélu avec - de 50 % des voix aux législatives et les 2/3 des députés, alors qu'il mène depuis 2010 une politique anti démocratique avec des médias muselés, loin de ce qui est la norme des « démocraties européennes ». Il pratique la discrimination séparant ceux qui sont de vrais Hongrois dignes d'être des citoyens et les autres nés ailleurs ou d'une origine ou d'une religion différente qui sont rejetés et poursuivis sans susciter de désapprobation des autres membres de l'UE.

Pour nous la démocratie se base sur le respect de chacun avec les mêmes



droits et les mêmes devoirs quels que soient sa condition sociale, son origine ou ses convictions religieuses.

Cette Démocratie est basée sur des droits sociaux qui ont été conquis au lendemain de la guerre et inscrits dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 ou dans la Constitution :

- Droit à chacun d'avoir un travail pour subvenir aux besoins de sa famille, à un logement, à la protection de sa vie privée.

- Droit à une protection sociale instituée par l'Etat, droit à une justice égale pour tous, droit de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts, à la protection contre le chômage. Droit de faire grève et de manifester.

Dans le même temps des Services Publics ont été progressivement institués dont chacun peut user, quels que soient sa position sociale ou son lieu d'habitation, sans aucune discrimination.

Aujourd'hui tout ceci semble bien fini :

- Le logement est devenu le royaume de la spéculation, avec des droits pour les capitalistes de faire des profits grâce aux diffé-

rentes aides à l'investissement locatif.
- Le droit au travail est un leurre avec une progression du chômage qui favorise les patrons par le poids que cela exerce sur ceux qui ont un emploi.

- La vie privée n'est plus protégée puisque grâce à l'informatisation de nos vies nous sommes

en permanence surveillés sauf à habiter sur une autre planète.

- La justice est divisée en deux, celles des pauvres et celle des riches, ceux qui ont des moyens pour faire trainer les affaires sans jamais rendre des comptes, Balkany et Pasqua par exemple.

- Des manifestants arrêtés, poursuivis, avec des témoignages construits à charge par la police. Et même des cheminots licenciés ou harcelés jusqu'à être poussés au suicide comme notre camarade

Edouard de St Lazare.

Cette Démocratie, née en grande partie à la fin de la guerre, due à la faiblesse du patronat suite à sa collaboration avec le nazisme, a pris fin. Ce patronat s'en est remis rapidement et n'a eu de cesse de reprendre la main et a pu compter sur la création de l'Union Européenne pour y parvenir.

Petit à petit les Services Publics ont été démantelés par l'Etat car celui-ci est au service des « entrepreneurs » plutôt que des citoyens, au nom de la défense de l'Economie. Car, l'argent de l'Etat (20 milliards d'€ de CICE en 2017) est pour les patrons qui menacent d'aller ailleurs si on ne les satisfait pas et donc, il ne va pas vers les Services Publics.

- Les villages n'ont plus de Bureaux de Poste, d'écoles, de gare. C'est la désertification des campagnes

- A contrario, les villes métropoles ont des gares TGV, des aéroports, des universités, des entreprises aidées, etc.

- Des lieux de relégation se créent avec les cités déshéritées de banlieue où disparaissent les bureaux de Poste, de la CAF, de la Sécu, des services municipaux et de propreté. Tous les Gouvernements de droite



ou de gauche ont décidé que l'Union Européenne ne serait pas sociale mais aux valeurs du capitalisme avec comme principe de base « La concurrence doit être libre et non faussée ». L'Europe ne s'est pas construite au service des citoyens, mais seulement dans l'intérêt des industriels et des banquiers. Car dans le monde dans lequel nous vivons,

toute structure, toute organisation ne peut avoir comme but que de permettre à cet autre monde de faire des profits. Toute la destruction des Services Publics en France comme dans les autres pays de l'Union en découle. Les pactes ferroviaires que nous subissons en ce moment en sont aussi le résultat.

VIVE LES ASSEMBLEES GENERALES !

Il reste un lieu où la Démocratie existe et est bien vivante, ce sont les Assemblée Générales de grévistes que nous sommes fiers de faire vivre. Comme en mai 68, dont nous parlons par ailleurs, les travailleurs, les étudiants lorsqu'ils s'émancipent de la tutelle de leurs patrons ou de leurs institutions retrouvent la liberté de parole et après débat, discussion, décident de ce qui les concernent. C'est pour cela que nous sommes opposés aux préavis organisés par les fédérations de 2 jours de grève suivis de 3 jours de

travail car ils ôtent aux travailleurs qui luttent le pouvoir sur leur grève. Lorsqu'on décide de tout ce qui concerne la grève, l'on y met un peu plus que sa main levée pour voter, c'est le sentiment d'être « soi », de compter pour quelqu'un dans un groupe qui prend son sort en main et qui se libère de la tutelle de ses chefs, de son patron. Celui qui l'a vécu ressent intensément cette fierté d'avoir pour un temps pris sa vie en main.

N'est-ce pas là, la base de la Démocratie ?

1336 (parole de Fralibs)

au théâtre de Belleville Paris jusqu'au 31 mai et ensuite en tournée dans toute la France
<https://www.lacomédie.fr/nos-productions-en-tournee/>

Face aux transformations du monde du travail, Philippe Durand livre une belle parole d'espoir. Celle des Fralibs, ouvriers qui, au terme d'une lutte de 3 ans et 241 jours (1336 jours) contre la multinationale Unilever, ont créé leur propre marque de thé, 1336.

Fruit d'entretiens réalisés en 2015, à la veille de la commercialisation de la marque « 1336 », ce spectacle porte avec justesse et sensibilité la mémoire d'une lutte. Et de sa victoire. Au service de la parole des Fralibs, Philippe Durand affiche envers elle une distance respectueuse. Sans forcément le lire, il tient à la main le texte qu'il a composé à partir de ses rencontres, et se contente d'adopter un accent marseillais qu'il abandonne lorsque son témoin vient d'ailleurs. Son plaisir à dire la lutte des ouvriers est évident. On le voit savourer leurs expressions. Leur manière de bousculer la



langue pour exprimer leurs idées et la naissance de leur conscience politique à l'occasion du combat. Selon ses termes, c'est un « trésor populaire » qu'il nous livre. Un patrimoine oral méconnu. Porté par le constat d'une crise de représentation en France, fait par l'historien Pierre Rosanvallon dans *Le Parlement des invisibles* (Éditions du Seuil, 2014) et sur son site internet participatif Raconter la vie, Philippe Durand donne à entendre l'envers du thé. Et qui questionne les luttes d'aujourd'hui.

A NDDL l'évacuation se fait sans témoins

Après l'abandon de l'aéroport, l'Etat a voulu reconquérir le terrain de la ZAD. Pour cela les gendarmes se sont illustrés en poursuivant les occupants pour les faire dégager et en détruisant en toute illégalité les habitats en dur qu'ils avaient construits. Et pour masquer son attitude qu'il sait pas très démocratique, il interdit aux journalistes de rester sur la zone et les a fait évacuer eux aussi. « Les journalistes sont invités à se rapprocher de la Préfecture de Loire-Atlantique, qui met à leur disposition un espace presse. La Gendarmerie nationale mettra à disposition des rédactions, *des photos et des vidéos de l'opération libres de droits.* » Les gendarmes ont bloqué ou reconduit hors de la ZAD de nombreux reporters qui tentaient d'y pénétrer pour faire leur métier, et proposent de fournir, clés en main, aux rédactions les images qu'elles n'ont pas pu tourner pour rendre compte des expulsions et des destructions.

Mettre à l'écart les journalistes, on se rapproche de la dictature, non ?



12 Le lien du retraité

Vive la Culture

Une sélection de livres que nous avons aimés et que vous pouvez trouver dans votre librairie indépendante. Ils sont disponibles à la bibliothèque de la Fédération SUD-Rail.

CE QUE LES RICHES PENSENT DES PAUVRES

RAFFAELE SIMONE

SI LA DÉMOCRATIE FAIT FAILLITE



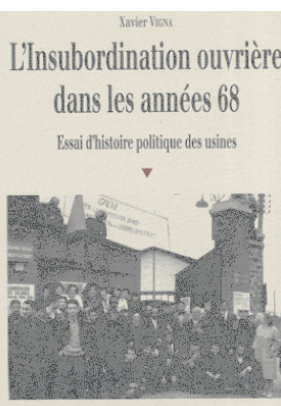
Ce que les riches pensent des pauvres. Serge Paugam et alliés. Ed. du Seuil

Les pauvres sont-ils encore considérés comme une classe dangereuse, immorale et répugnante ? Issu d'une grande enquête comparative sur les perceptions de la pauvreté et des inégalités dans les beaux quartiers de trois métropoles : Paris, São Paulo et Delhi, il montre que la quête d'entre-soi des habitants des ghettos dorés n'est pas seulement motivée par une recherche de prestige et de qualité de vie, mais également par des représentations des pauvres qui les incitent à s'en protéger. Avec la peur de la criminalité et de l'insalubrité apparaît la crainte des élites d'être en quelque sorte contaminées par des modes de vie jugés culturellement indésirables ou moralement nuisibles.

Si la démocratie fait faillite. Raffaele Simone Ed. Gallimard

Le cycle démocratique, vieux de deux siècles, est-il arrivé à son terme ? On pourrait le penser à en juger par les signes inquiétants que constituent la poussée des populismes, la défiance des citoyens, la montée de l'abstention électorale. Et si la démocratie telle que nous la connaissons se révélait en fin de compte inadaptée aux conditions sociales nouvelles créées par la mondialisation ?

La démocratie, explique-t-il, repose sur une série de «fictions» – la liberté, l'égalité, la souveraineté, la majorité – qui vont contre la «politique naturelle» à base d'inégalité et de rapports de force. Vers quel modèle politique ces tendances puissantes nous dirigent-elles ?



L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines. Xavier Vigna. Ed. Presses Universitaires de Rennes

La mémoire de 68 a largement valorisé le mouvement étudiant. Pourtant, 68 constitue également le plus puissant mouvement de grèves ouvrières que la France a connu, et qui ouvre ensuite une phase décennale de contestation dans les usines. Livre d'histoire par conséquent à rebours des discours convenus sur « Mai 68 », et d'une histoire ouvrière qui se confronte à la sociologie du travail d'alors, il renouvelle largement notre connaissance d'une période ardente et cruciale, celle des années 68. C'est cette séquence d'insubordination ouvrière que Xavier Vigna retrace dans une étude historique pionnière qui s'appuie sur des archives inédites.

José Bové

avec la collaboration de Gilles Luneau

Hold-up à Bruxelles

Les lobbies au cœur de l'Europe



Préface de Daniel Cohn-Bendit
Postface inédite de l'auteur

Hold-up à Bruxelles José Bové. Ed. La Découverte.

A travers des cas concrets, José Bové livre la réalité des couloirs de Bruxelles : batailler pour l'indépendance des agences de contrôle infiltrées par les multinationales, révéler un complot de l'industrie du tabac, défendre les paysans face à la politique agricole commune instrumentalisée par les firmes agroalimentaires et agrochimiques, fédérer la lutte contre l'exploitation des gaz de schiste en Europe, dénoncer les accords de libre-échange. Le livre montre les connivences dont bénéficient, dans l'organigramme administratif, les lobbyistes de l'industrie. En s'appuyant sur des exemples précis et documentés, José Bové décrypte les mécanismes de prise de décision, les bras de fer avec la Commission européenne, les logiques des États.

Fédération SUD-Rail Tel : 01.42.43.35.75 mail : sud.rail.federation@gmail.com
Site : www.sudrail.fr

Liaison retraité-e-s 17 Bd de la Libération 93200 Saint Denis Tel : 01 42 43 99 77
Mail : liaisonretraites@retraitesudrail.org - Blog : www.retraitesudrail.org

